



L'onde de choc des révélations à charge contre l'armée camerounaise après le massacre de Ngarbuh avait atteint les hausses sphère sociopolitique camerounaise.

Ilaria Allegrozzi, présentée comme chercheuse senior sur l'Afrique centrale à Human Rights Watch indiquait dans son rapport que les forces gouvernementales et des membres armés de l'ethnie peuls, ont tué au moins 21 civils, dont 13 enfants et une femme enceinte, le 14 février 2020 dans le village de Ngarbuh.

Cette militante des droits de l'homme ajoutait que l'armée a également incendié cinq maisons, pillé de nombreux autres biens et passé à tabac des habitants, et que les cadavres de certaines des victimes ont été retrouvés carbonisés dans leur maison.

Le Gouvernement camerounais avait dénoncé ce rapport « **manifestement partial et essentiellement à charge, contre les Forces nationales de défense et de Sécurité** », non sans indiquer qu'il a des preuves irréfutables établissant des liens entre Ilaria Allegrozzi et de nombreux terroristes sécessionnistes.

Après donc ses multiples rapport à charge, pour une fois Ilaria Allegrozzi a prend fait et cause pour ces jeunes camerounais privés d'éducation depuis près de 3 ans.

Cette militante des droits de l'homme, dans un article qu'elle a publié sur le site internet d'Human Rights Watch le mercredi 12 mars 2020, dit avoir recueilli le témoignage d'une adolescente de 19 ans, enlevée le 30 janvier 2020 à Buea (Sud-Ouest) par les miliciens séparatistes, et torturée parce qu'elle avait osé braver le «lockdown des écoles» imposé par ces derniers, pour se rendre en classe.

Ils m'ont puni parce qu'ils avaient trouvé des manuels scolaires dans mon sac. Ils voulaient me couper un doigt de la main droite pour que je ne puisse plus écrire. Mais je les ai suppliés de ne pas le faire, alors ils m'ont sectionné l'index de la main gauche, a-t-elle confié.

Selon le témoignage de cette rescapée de l'horreur à qui l'ONG a donné le pseudonyme de Marie, pour des raisons de sécurité, ***«les séparatistes ont également mutilé un jeune homme de 19 ans qui était détenu avec elle, lui aussi accusé de fréquenter le lycée. Les deux élèves ont été libérés le 3 février 2020, après le paiement d'une rançon. Ils ont reçu un traitement médical, mais ne sont pas encore retournés en classe***», peut-on lire sur le site internet de l'ONG.

« Ils ont incendié des bâtiments scolaires, enlevé et agressé des élèves et des enseignants qui ne respectaient pas leur exigence que les établissements scolaires restent fermés. Ils ont établi leur quartier général dans les établissements scolaires, dans lesquels, ou près desquels ils torturent des gens et les retiennent en otage. De par leur campagne brutale, les séparatistes font de l'éducation une arme servant leurs fins politiques, privant au passage toute une génération d'enfants de leur droit fondamental à l'éducation. Les leaders du mouvement séparatiste devraient immédiatement ordonner à leurs combattants et partisans de cesser d'interférer avec la scolarité des enfants», a préconisé Ilaria Allegrozzi.